



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

RECHERCHE PROFS DÉSESPÉRÉMENT

AU SOMMAIRE

APPRENTISSAGES



L'éducation malgré
la guerre, p. 3

DOSSIER



Pénurie d'enseignants,
quelles solutions?, p. 4

EDUCATION POUR TOUS



Objectif qualité, p. 8

EN BREF



D'un continent l'autre, p. 10

Il manque 30 millions d'enseignants pour parvenir à l'éducation pour tous d'ici 2015. Face à la pénurie, certains pays recourent à des professeurs peu formés et mal payés. Enseignement de qualité et scolarisation du plus grand nombre sont-ils conciliables ? Notre dossier tente de répondre.

ÉDITO

Si la communauté internationale veut parvenir à l'objectif qu'elle s'est fixé pour 2015, à savoir la scolarisation de tous les enfants de la planète, il faudra que les gouvernements fassent progresser les effectifs et les compétences des enseignants. Or, comme le souligne notre dossier, la pénurie de professeurs atteint un niveau sans précédent dans les pays du Nord comme du Sud. Cette profession, devenue à la fois plus exigeante et moins rémunératrice, a cessé d'attirer les plus doués. Alors que les experts réaffirment que les enseignants sont la clé de voûte d'une éducation de qualité, statuts, conditions de travail, perspectives de carrière et formations régressent avec constance.

On estime à 30 millions le nombre de professeurs qui font défaut pour atteindre l'objectif de l'éducation pour tous d'ici 2015. Afin d'accélérer le recrutement tout en contenant les dépenses publiques, les gouvernements ont recours à des enseignants non fonctionnaires, mal payés et mal formés. Amorcée au cours des années 1980, dans le cadre de politiques d'ajustement structurel, cette pratique est désormais enracinée dans de nombreux pays.

Ne nous berçons pas d'illusions. Sans des enseignants compétents, motivés et performants, l'éducation pour tous restera un vœu pieux. Des principes ont été édictés en la matière. Les recommandations émises en 1996 par l'OIT et l'UNESCO sur le statut des professeurs fixent des règles relatives à leur situation professionnelle, sociale, morale et matérielle. Ce texte a presque 40 ans mais il conserve toute sa pertinence.

Plus récemment, le cadre d'action adopté par 160 pays au Forum mondial sur l'éducation de Dakar, en 2000, a défini les trois ingrédients d'un enseignement de qualité : des professeurs bien formés, des programmes qui s'appuient sur les connaissances et l'expérience des enseignants et des élèves, et enfin des prises de décision et une gestion participatives.

Aïcha Bah Diallo

Sous-Directrice générale par intérim pour l'éducation

Apprendre pour juguler la **pauvreté**

Au Cambodge, un projet international donne un métier à des milliers de jeunes.

Jusqu'en 2003, sept jours sur sept et douze mois sur douze, à l'aube, Pring Hout installait son étal le long d'une artère poussiéreuse de Phnom Penh. Avec sa mère, ses frères et ses sœurs, la jeune fille, aujourd'hui âgée de 15 ans, vendait de l'essence et du jus de canne à sucre jusqu'à neuf heures du soir.

Trois décennies de guerre ont fait du Cambodge l'un des pays les plus pauvres au monde. Dans la seule capitale, plus d'un millier de jeunes sont à la rue. Beaucoup survivent en mendiant, en fouillant les poubelles, en cirant des chaussures. Au total, 700 000 enfants âgés de cinq à dix-sept ans seraient contraints de travailler. Près des trois quarts d'entre eux ont déserté l'école et certains n'y ont même jamais mis les pieds.

Depuis août 2002, un projet placé sous l'égide du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine s'efforce d'offrir une formation à ces enfants. Quatre ONG, qui travaillent en collaboration avec le ministère cambodgien de l'Éducation non formelle, proposent un enseignement de base (lire, écrire, compter) ainsi que différentes formations professionnelles, coiffure, vannerie, élevage de poulets ou réparation de motocyclettes, pour ne citer que celles-là. Des cours sur le VIH/sida et des activités culturelles figurent également au programme.

Les ONG se répartissent la tâche, selon leurs compétences et les besoins des populations au sein desquelles elles travaillent. Le bureau de l'UNESCO à Phnom Penh assure la coordination de leurs activités.

De plus, dans trois provinces, des foyers d'accueil ont été ouverts pour les personnes défavorisées. Enfin, des centres d'apprentissage communautaire ont fleuri dans les quartiers pauvres de la capitale.

Pring participe au projet depuis février 2003. « J'ai fini le cours de couture et de crochet et je travaille maintenant à l'usine de confection », se réjouit-elle. Elle a décroché cet emploi juste avant d'achever ses six mois de formation.

Un nouveau départ

Mith Samlanh/Friends, l'une des ONG partenaires, gère un centre pour adolescents qui propose une douzaine de formations. Des modules spécialement conçus pour ce type

de motocyclettes. « Je me sens mieux, je fais d'autres choses, je ne me drogue plus », dit-il.

Deux ONG pratiquent le micro-crédit à la création d'entreprise. Toutes sortes de projets sont ainsi soutenus, de l'achat de porcs pour commencer un élevage à l'acquisition d'outils et de pièces de rechange pour monter un atelier de réparations mécaniques.

« Les populations locales participent aussi au projet et cela favorise leur autonomisation », précise Sue Fox, qui supervise le projet au bureau de l'UNESCO de Phnom Penh et qui coordonne, gère, suit et supervise le personnel au jour le jour.

5 000 enfants formés

Elle explique que le projet s'efforce de réintégrer les enfants les plus jeunes au sein du système scolaire et d'apprendre un métier aux plus âgés. Doté d'un budget de 600 000 dollars EU, prévu pour durer trois ans, il concerne Phnom Penh et quatre provinces du Cambodge. Dans certaines de ces régions, les routes sont rares et, à la saison des pluies, les villages sont pratiquement coupés du monde. Plus de 5 000 enfants et adolescents ont pourtant bénéficié du projet et plus de 300 jeunes enfants ont pu réintégrer l'école.

Huit mois avant la clôture du projet, les objectifs sont déjà atteints et il a même profité à 2 000 enfants de plus que prévu. Que réserve l'avenir ? « Certains cours pourront continuer sans financement extérieur mais d'autres activités, comme les foyers d'accueil, ne survivront pas », reconnaît Sue Fox.

Contact : Sue Fox, UNESCO Phnom Penh
e-mail : s.fox@unesco.org



Des savoir-faire utiles peuvent sortir les jeunes de la misère.

d'apprentissage permettent aux élèves d'étudier à leur rythme. Avec le soutien de l'ONG, certains ont ouvert une boutique, « Friends 'N' Stuff », dont les bénéfices sont en partie réinvestis dans le centre.

Srey Pheaktra, 16 ans, a quitté l'école primaire et vécu à la rue, volant et se droguant. Il fréquente désormais le centre de l'organisation Punleu Komar Kampuchea, où il apprend à lire, écrire et réparer des

Sauver des vies, sauver des esprits

Des normes pour l'éducation en situation d'urgence veulent redonner une chance à 50 millions d'enfants.

Avec la multiplication des conflits dans le monde, qui frappent les civils dans des proportions sans précédent, l'UNESCO estime que plus de la moitié des 104 millions d'enfants non scolarisés vivent dans des pays en guerre. Au Mozambique, près de 45 % des écoles primaires ont été détruites pendant la guerre civile. Au Rwanda, plus des deux tiers des enseignants ont fui ou ont été tués ; les enfants scolarisés sont cantonnés au primaire, seuls 6 % d'entre eux recevant un enseignement secondaire.

Les conflits constituent un obstacle majeur à l'éducation pour tous. Ces dernières années ont vu se multiplier les initiatives visant à assurer un enseignement aux enfants victimes de guerres ou de situations similaires. Le rapport présenté à l'ONU en 1996 par Graça Machel, ancienne ministre de l'Éducation du Mozambique, a largement contribué à mettre ce problème à l'ordre du jour. Il préconisait que l'éducation « devienne un élément prioritaire de toute aide humanitaire. »

« Le rétablissement d'un enseignement doit se faire immédiatement. On ne peut pas attendre que les trains se remettent à rouler. Il faut secourir les esprits en même temps que les vies », martèle Beverly Roberts, coordinatrice du Réseau interagences pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE). Fort de 900 membres, ce réseau soutenu par l'UNESCO met en commun données et bonnes pratiques et s'efforce de promouvoir une éducation de qualité.

Stabilité et protection

Un système d'éducation en situation d'urgence a été mis en place dans le nord de l'Ouganda. La guerre a chassé sur les routes plus d'un million de personnes ; elle frappe spécifiquement les enfants puisque, en 18 ans, plus de 25 000 d'entre eux ont été enrôlés ou réduits à un esclavage sexuel. Aujourd'hui, 50 000 enfants et adolescents vont dormir chaque soir dans les villes, moins dangereuses. Dans un de ces « camps de nuit », des jeunes filles préparent leurs examens. « Je préférerais dormir chez moi mais j'ai peur des soldats », dit l'une d'elles.



La classe reprend dans une école afghane ravagée par la guerre.

A Bassora, dans le sud de l'Irak, l'organisation Save the Children USA soutient, depuis la chute de Saddam Hussein, un programme d'apprentissage pour 50 000 enfants : elle forme des enseignants, reconstruit des écoles, donne des cours d'alphabétisation, d'éducation physique, de musique et de prévention des accidents dus aux mines antipersonnel. Au Kosovo, au Timor oriental, au Liban, au Rwanda, en Afrique du Sud et en Sierra Leone, entre autres, des projets éducatifs ont ainsi apporté une protection, des repères, une stabilité, un mieux-être et de l'espoir à d'innombrables enfants et adolescents.

Des critères de base

Quel enseignement peut réussir dans de telles circonstances ? La deuxième Consultation mondiale sur l'éducation dans les situations d'urgence et de reconstruction, qui s'est tenue en décembre dernier au Cap, en Afrique du Sud, a défini des critères correspondant à un niveau minimum d'éducation dans ce type de contexte. Au préalable, quelque 2 250 personnes ont été consultées dans plus de 50 pays. « Ces normes vont améliorer la qualité de l'enseignement que nous offrons aux enfants et aux jeunes », explique Christopher Talbot, qui dirige à l'INEE le groupe de travail chargé d'élaborer ces normes.

« Il s'agit d'outils simples mais utiles, ajoute Beverly Roberts. Ils définissent ce à quoi doit ressembler un enseignement de qualité dans des situations extrêmes, et permettent ainsi d'identifier ce qui ne fonctionne pas. C'est en fait la première fois qu'on tente d'établir des normes valables partout dans le monde en matière d'éducation. »

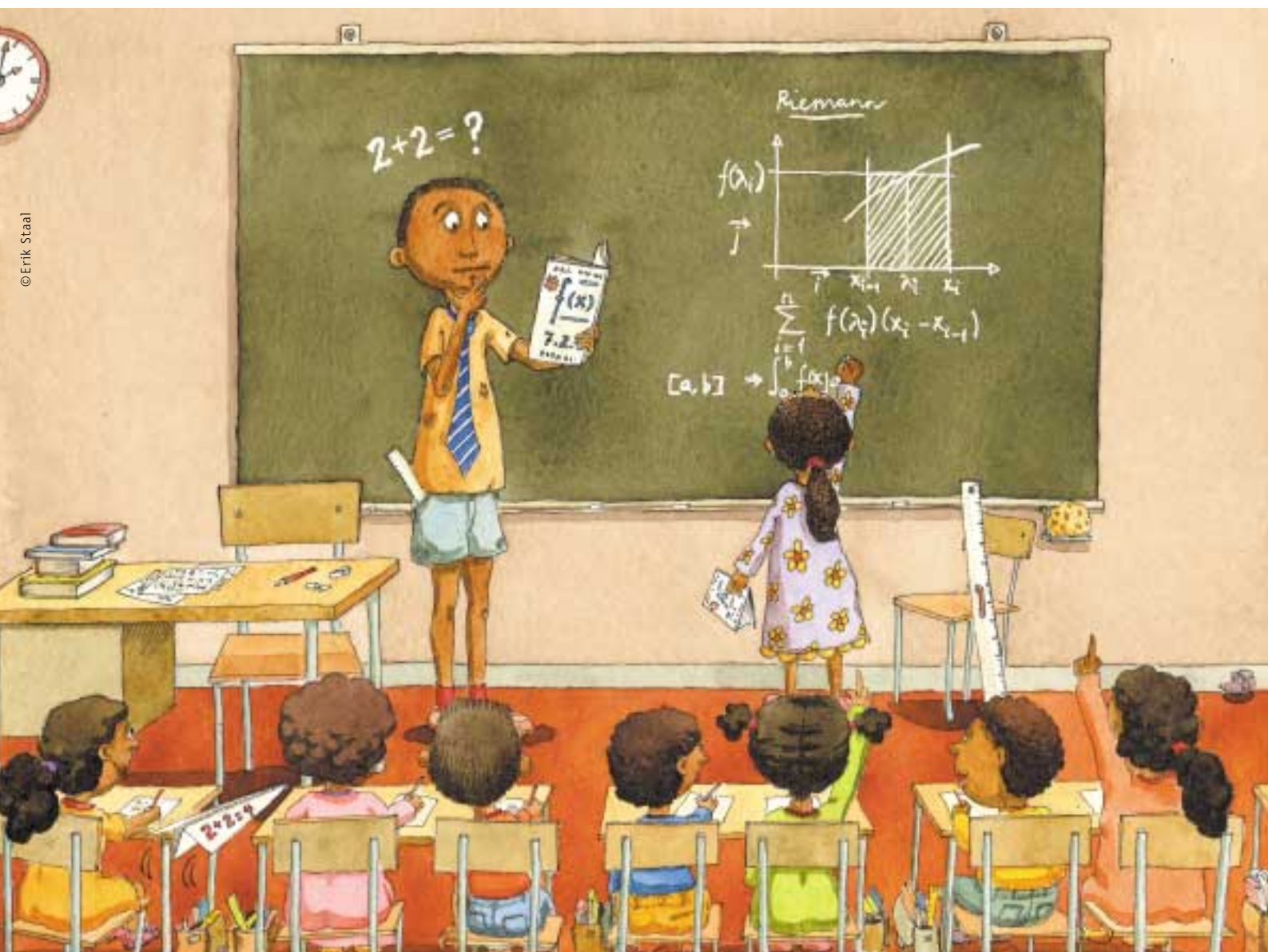
Ces critères encourageront les gouvernements à reconstruire des systèmes éducatifs de qualité, fondés sur plus d'équité entre les sexes et sur la promotion de la paix. « Les événements ne cessent de nous rappeler que l'éducation peut attiser les conflits mais aussi les prévenir, souligne Beverly Roberts. Le Sierra Leone est un bon exemple. Il avait l'un des meilleurs systèmes éducatifs d'Afrique mais ce système était destiné à l'élite. Trop de personnes en étaient exclues. »

Pour Dickson J. S. Goers, du ministère sierraléonais de l'Éducation, le conflit qui a ensanglanté son pays a sensibilisé les habitants aux bienfaits de l'éducation. « Des gens instruits ne se laissent pas facilement convaincre de prendre les armes contre leurs voisins », dit-il.

Contact : Beverly Roberts, UNESCO Paris
e-mail : b.roberts@unesco.org

Recherche profs déses

Face à la pénurie d'instituteurs, qui se fait sentir partout dans le monde, certains pays pauvres se tournent vers des enseignants d'appoint, peu formés et mal payés.



©Erik Staal

Dans la fournaise d'un après-midi d'été au Malawi, il n'est pas rare de voir soixante élèves serrés autour de leur maître à l'ombre d'un baobab. En ville, ils sont parfois une centaine, voire le double, à s'entasser dans une classe. Lorsque le gouvernement a décrété la gratuité de l'enseignement primaire, en 1994,

le nombre d'élèves a grimpé en flèche. Mais les effectifs des professeurs et les infrastructures n'ont pas suivi.

Le Malawi n'est pas un cas à part. La pénurie d'enseignants constitue un fléau mondial. Il faudrait 30 millions d'instituteurs supplémentaires pour que, d'ici 2015, tous les

enfants bénéficient d'un enseignement primaire. De plus, certains pays parviennent à peine à former un nombre suffisant de professeurs pour maintenir des effectifs décimés par la pandémie de VIH/sida. En Zambie, les enseignants du primaire décédés du sida en 2000 seraient au nombre de 815, soit 45 % des enseignants formés la même année.

pérément

L'Afrique subsaharienne reste la plus touchée par la pénurie mais les pays de l'OCDE, au nombre desquels le Royaume-Uni, les Etats-Unis, les Pays-Bas et l'Allemagne, sont eux aussi menacés quoique pour d'autres raisons : les jeunes se détournent d'une profession de plus en plus difficile et mal payée tandis qu'une génération entière d'enseignants doit partir à la retraite au cours des dix prochaines années.

L'exemple sénégalais

Les principaux obstacles à l'augmentation des effectifs enseignants sont la formation et les salaires. Certains pays ont pris des mesures radicales consistant à embaucher des professeurs moins formés et moins payés. C'est le cas du Sénégal. En 1995, lorsque Mamadou Ndoye, secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), a été nommé ministre de l'Éducation, les enseignants étaient formés suivant le modèle français : quatre ans d'école normale suivis de deux ans en tant qu'enseignant stagiaire. Puis, pour cause d'ajustement structurel, le pays a dû procéder à des coupes budgétaires. Et relever le défi de former chaque année des centaines d'enseignants supplémentaires sans augmenter la masse salariale. « J'ai décidé de recruter des professeurs à coûts réduits », explique Mamadou Ndoye. Les règles régissant l'emploi dans la fonction publique offrant peu de marge de manœuvre, les nouvelles recrues ont donc été exclues de ce statut.

Le ministre a battu le rappel auprès des élèves du second cycle du secondaire, soit ceux qui avaient suivi au moins quatre ans de scolarité après le primaire. Il a invité ces lycéens à devenir enseignants « volontaires », avec une formation de trois mois seulement et un salaire représentant le tiers de celui des instituteurs de la fonction publique. Du fait de leur maigre rémunération, ajoutée à l'absence de perspectives de carrière, 70 % d'entre eux ont déserté l'école dès la première année. Le nouveau gouvernement sénégalais a alors été contraint d'améliorer les conditions offertes

Shiksha karmi, l'atout du Rajasthan

Jusqu'en 1987, Hamir Singh était meunier à Karthoda, petit village isolé du district d'Ajmer, au Rajasthan. Depuis cette date, il est devenu « *shiksha karmi* », « travailleur de l'éducation », dans un projet unique en son genre qui vise à donner un enseignement du niveau du primaire à des enfants non scolarisés, généralement des filles, des enfants handicapés et des « intouchables ».

En 1984, il y avait encore une école publique à Karthoda mais l'instituteur venait à pied du village voisin, distant de 6 km, et il lui arrivait de ne pas se montrer. Le projet des *shiksha karmi* a pour objectif d'améliorer l'accès à l'éducation dans les zones rurales en formant des enseignants non fonctionnaires.

Tous sont recrutés localement. Les hommes doivent avoir fait quatre ans d'études secondaires ; les femmes peuvent avoir un peu moins de bagage car, dans les régions rurales du Rajasthan, rares sont les jeunes filles assez instruites et assez âgées pour faire cours. Les candidats suivent d'abord une formation préparatoire de six semaines, en internat ; débats, exercices, chansons, jeux de rôles et autres méthodes d'apprentissage innovantes composent cette première phase. Puis les nouvelles recrues commencent à enseigner tout en bénéficiant de trente jours de formation la première et la deuxième année, de vingt jours de formation à l'issue de ces deux ans, puis d'une formation continue de dix jours par an. Un salaire minimum leur est versé.

Selon l'agence suédoise de développement et de coopération (SIDA) qui a lancé et porté le projet, ce dernier couvrait, en 2001, 2 697 villages dans les 32 districts du Rajasthan. Il permettait de donner une éducation à 202 000 enfants, dont 84 000 filles, dans 2 797 écoles et 4 335 cours du soir. Depuis, 20 écoles sont devenues des écoles primaires publiques. Environ 6 000 « travailleurs de l'éducation » y sont employés.

Le projet reste fortement dépendant de l'aide extérieure. L'agence du Royaume-Uni pour le développement (DFID) a remplacé l'agence suédoise et il semble peu probable que l'Etat du Rajasthan puisse assumer seul la charge du programme.

à ces instituteurs. Depuis lors, plus de 18 000 « volontaires » ont été recrutés. Bénéficiant aujourd'hui d'un nouveau statut, d'un meilleur salaire et de perspectives d'évolution professionnelle, ces instituteurs représentent la majorité des professeurs du primaire.

Des enseignants à coûts réduits

Des mesures comparables ont été prises dans bien des pays. Selon un intervenant à la conférence sur les enseignants non-fonctionnaires du primaire, organisée par la Banque mondiale, l'ADEA, l'Internationale de l'éducation et le ministère malien de l'Éducation en novembre 2004 à Bamako, au Mali, 20 à 35 % des instituteurs d'Amérique latine, d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et de l'Ouest seraient insuffisamment formés.

Dans les zones reculées de certains pays, ces formules à bas coût gérées par l'Etat n'ont aucun succès. Au Malawi, les écoles de

formation des maîtres réussissent à former plus d'enseignants mais rares sont ceux disposés à s'exiler dans les campagnes, où vit pourtant 90 % de la population. Les femmes, qui représentent 47 % du personnel enseignant, répugnent tout particulièrement à laisser leur famille, qu'elles ont bien souvent fondée dans la ville où elles ont étudié. Dans les écoles des régions rurales, le personnel enseignant est très majoritairement, voire exclusivement, masculin.

Au Sierra Leone, après 11 ans d'une guerre civile qui a pris fin en 2001, le Fonds monétaire international et le gouvernement ont fixé un plafond au nombre d'enseignants rémunérés par l'Etat. En conséquence de quoi, 20 % des instituteurs travaillant dans les écoles publiques ne sont plus salariés sur les fonds publics, comme le souligne un document préparatoire à l'édition 2005 du *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous*. Là où il n'y a pas d'établissement public, certains villages ont créé leur propre

Recherche profs désespérément

→ école, où de tout jeunes diplômés du secondaire dispensent quelques heures de cours par jour et sont rétribués par les habitants et des ONG.

Cheval de Troie

Le recours à des professeurs sous-payés et sous-formés provoque un tollé parmi les spécialistes de l'éducation et les syndicats d'enseignants. Tous voient dans cette formule un cheval de Troie appelé à saper la profession de l'intérieur. Au Sénégal, après les premières embauches de « volontaires », les enseignants fonctionnaires ont fait grève, ont manifesté et ont déposé une plainte auprès de l'Organisation internationale du travail. Plus récemment, en août 2004, les professeurs diplômés de

l'Etat indien d'Himachal Pradesh ont manifesté contre la décision des autorités de pourvoir plus de 1 500 postes vacants avec des maîtres non qualifiés, alors qu'eux-mêmes restaient au chômage.

Pour Monique Fouilhoux, qui travaille à l'Internationale de l'éducation, syndicat fédérant quelque 30 millions d'enseignants dans le monde, les conditions de travail et les perspectives professionnelles offertes aux professeurs non fonctionnaires posent évidemment problème : « Lorsque les gens sont mal payés, lorsqu'ils ont un statut précaire et qu'ils ne reçoivent pas de formation, ils ne sont pas à même de dispenser un enseignement de qualité, résume-t-elle. Et la vie est dure pour ces instituteurs, parfois contraints de prendre un second

travail afin de boucler leurs fins de mois. » De fait, un nombre croissant de responsables s'inquiète de la mauvaise qualité de l'enseignement ainsi dispensé.

Au Malawi, le ministère de l'Éducation a voulu mettre en place un système où les candidats suivaient trois mois de cours puis commençaient à enseigner en recevant une formation permanente pendant deux ans. Mais « les candidats n'avaient que deux ans d'études secondaires et ne pouvaient pas tirer profit des cours du fait de leur faible niveau d'éducation », souligne Damis Kunje, ancien enseignant, membre d'un groupe de réflexion constitué par le gouvernement au sein de l'université du Malawi.

Révision à la baisse

Le tableau est le même dans une bonne part de l'Afrique subsaharienne. Au Bénin, seuls 7,2 % des instituteurs à plein temps sont passés par le lycée ; au Cap Vert, le chiffre est de 10 %. Au Malawi, s'inquiète Damis Kunje, « l'enseignement dissuade les élèves de fréquenter l'école. Nous avons beaucoup d'enfants en première année de primaire mais 20 % seulement parviennent à la huitième année. »

Quantité de pays sur d'autres continents emploient un nombre élevé d'enseignants sous-qualifiés. C'est le cas du Bangladesh où, en 1995, 44 % des enseignants avaient moins de neuf ans de scolarité, et 18 % d'entre eux n'avaient aucune formation.

Pourtant, selon une étude réalisée dans neuf pays africains par le Programme d'analyse des systèmes éducatifs, qui porte sur 2 000 instituteurs et 28 000 élèves de la première et de la cinquième année du primaire, la formation initiale de l'enseignant n'aurait que peu de retentissement sur l'apprentissage par les enfants de la lecture, de l'écriture et du calcul. Voire le contraire puisqu'en Guinée, les vacataires peu formés obtiennent de meilleurs résultats que les instituteurs titulaires. Le rapport conclut que quelques mois de cours permettant d'acquérir les compétences utiles valent autant qu'une formation plus longue en bonne et due forme.

Tout le monde ne partage pas ce point de vue. Les évaluations conduites dans plusieurs pays par le projet de recherche multisites sur la formation des enseignants →

Le Cambodge à court d'enseignants

Le Cambodge a fait plusieurs fois appel à des enseignants volontaires ou contractuels depuis 25 ans. En 1979, il était urgent de remplacer les professeurs qui n'avaient pas survécu au régime des Khmers rouges et quiconque savait lire pouvait prétendre enseigner après une courte formation. Ces volontaires reçurent par la suite une formation complémentaire, devenant ainsi des enseignants diplômés. La pénurie frappa à nouveau à la fin des années 1990, du fait de critères d'admission plus stricts aux écoles d'instituteurs, de la retraite obligatoire à 55 ans pour les enseignants et des engagements pris par le pays en faveur de l'Éducation pour tous.

Une nouvelle fois, le gouvernement a fait appel en urgence aux enseignants non fonctionnaires, en particulier pour les régions reculées, et a permis aux chefs d'établissement de recruter directement des professeurs, rémunérés par l'État. Cette nouvelle vague se compose essentiellement d'instituteurs récemment retraités ou de jeunes ayant terminé depuis peu leurs études secondaires. Sans formation spécifique, ils ont pourtant joué un rôle décisif dans l'essor de la scolarisation entre 1996 et 2001, surtout dans les zones isolées particulièrement touchées par la pénurie.

Cependant, dès 2002, le gouvernement a décidé de réduire leur nombre, estimant que la qualité de leur enseignement laissait à désirer et que l'embauche directe par les chefs d'établissements était source de corruption. Pour compenser cette perte, les autorités se sont efforcées de redéployer plus efficacement le personnel enseignant, d'attirer des candidats issus des régions reculées et d'instaurer un double service. Ce dernier point est très mal accueilli : les enseignants ne veulent pas augmenter leur charge de travail alors qu'ils attendent souvent des mois le complément de salaire correspondant, tout en devant renoncer au second emploi qui les aide à boucler les fins de mois. Certains tentent de contourner la difficulté en enseignant à plusieurs classes en même temps, en rognant sur la durée des cours, voire en sous-traitant à des remplaçants non formés.

Aujourd'hui, le recrutement de candidats originaires des régions rurales, qui sont ensuite affectés dans leur propre village, semble être l'approche la plus prometteuse pour pallier la pénurie d'instituteurs hors des villes.

Source : exposé présenté par Yaël Duthilleul, de l'Institut international de planification de l'éducation, à la Conférence sur les enseignants non fonctionnaires du primaire qui s'est tenue à Bamako, en novembre 2004.

→ (MUSTER) de l'université du Sussex, au Royaume-Uni, concluent qu'une bonne formation de base, doublée d'une formation continue, est essentielle lorsque les critères d'embauche sont revus à la baisse.

L'enseignement à distance peut offrir une solution aux pays qui manquent de formateurs. Le Zimbabwe a ainsi mis en place voici 15 ans un programme de formation des professeurs, dit ZINTEC. La formation initiale, à la suite de laquelle les nouveaux instituteurs commencent à exercer, est suivie d'une formation continue sur cinq ans, assurée par l'enseignement à distance, avec le soutien d'un tuteur, et des séminaires régionaux. Certains experts estiment que le ZINTEC combine qualité et faibles coûts.

Les solutions de remplacement aux systèmes éducatifs publics se multiplient. Selon Guntars Catlaks, de l'Internationale de l'éducation, le privé pallie de plus en plus souvent aux carences du public. Une évolution qui a la bénédiction de l'OCDE, estime Guntars Catlaks au vu d'un récent rapport de l'organisation : « L'OCDE dit que les dépenses publiques pour l'éducation sont trop élevées et ne doivent pas être augmentées. Si vous pensez que c'est vrai, il faut trouver d'autres sources de financement. » Il cite l'exemple de l'Italie où de récentes coupes budgétaires dans le primaire, suivies d'une grève des enseignants, ont poussé les parents à se réfugier aussitôt dans le privé. « Nous pensons, nous, qu'il faut renforcer le système public : c'est la seule façon de donner aux enfants un enseignement de qualité. »

La troisième voie

L'engagement de la communauté internationale en faveur de l'éducation pour tous (EPT) d'ici à 2015 contraint les gouvernements à remédier à la pénurie d'enseignants. Il est désormais admis que les budgets nationaux ne peuvent financer une formation classique pour les innombrables professeurs qui seront nécessaires si l'on veut atteindre les objectifs de l'EPT dans 10 ans. De plus, en Afrique subsaharienne, le coût salarial d'un enseignant est estimé à huit fois le PIB par habitant, soit quatre fois plus que la moyenne mondiale, alors même que dans la plupart des pays du continent, le pouvoir d'achat des enseignants était plus faible en 2000 qu'en 1970, selon l'édition 2005 du *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous*.

L'UNESCO pour l'Afrique

Les enseignants africains sont au cœur des préoccupations de l'UNESCO qui lance cette année un nouveau projet destiné à améliorer leur formation dans les pays d'Afrique subsaharienne. Ce programme aidera les gouvernements à concevoir des politiques et des formations, et à gérer, avec l'appui de l'Organisation internationale du travail, le personnel qui sera nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous. Sont concernés les enseignants, les chefs d'établissements, les inspecteurs pédagogiques, les établissements de formation des professeurs et les responsables de la formation des enseignants au sein de l'université. Le programme s'articulera aux grands projets de l'UNESCO en matière d'alphabétisation et de prévention du VIH/sida.

Il s'appuie sur le programme de renforcement des capacités des établissements de formation des enseignants en Afrique subsaharienne, qui a procédé à une évaluation de ces établissements dans 43 pays afin de déterminer les aides qui seraient utiles pour améliorer les politiques éducatives et les équipements. Une formation à l'enseignement ouvert et à distance est actuellement dispensée aux planificateurs, aux décideurs, aux concepteurs de programmes et aux formateurs de 10 pays.

Deux autres projets, financés par le Japon, débutent également cette année. L'un vise à relever les compétences des instituteurs des écoles communautaires du Mali, en dispensant un enseignement à une centaine de formateurs de formateurs et à plus de 2000 maîtres. Le second, au Niger, offrira une formation continue à 2000 enseignants non fonctionnaires et à 50 inspecteurs et conseillers d'éducation.

L'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA), par ses recherches et son travail en réseau, contribue à former un plus grand nombre d'enseignants, et à les former mieux. Il s'appuie sur l'enseignement à distance et les TIC pour pallier le manque de personnel et assurer sa formation, le sensibiliser à la prévention du VIH/sida et l'initier à des méthodes innovantes. En collaboration avec plusieurs universités en Afrique et ailleurs, l'IIRCA élabore des programmes d'enseignement à distance destinés à améliorer les compétences et les qualifications des formateurs d'enseignants. L'IIRCA a aussi créé un réseau qui permet aux enseignants et aux formateurs de formateurs d'échanger le matériel pédagogique qu'ils ont eux-même mis au point ainsi que les leçons tirées de l'expérience.

Contacts :

Richard W. Halperin, UNESCO Paris, e-mail : r.halperin@unesco.org ;

Edouard Matoko, UNESCO Bamako, e-mail : e.matoko@unesco.org ;

Joseph Ngu, IIRCA UNESCO, e-mail : jngu@iicba-unesco.org.

Toutes ces questions ont été au cœur des débats de la conférence de Bamako, où se sont opposés les partisans d'enseignants dotés d'une formation classique et les défenseurs des vacataires, « volontaires » et autres instituteurs « à coûts réduits ». Selon Pascal Hoba, de l'ADEA, présent à la conférence, c'est pourtant une troisième voie qui s'est dégagée des discussions. Les participants ont déterminé des mesures propres à professionnaliser les instituteurs d'appoint et à améliorer leurs perspectives de carrière. Il faut entre autres que ces enseignants aient terminé leurs études secondaires et suivi six mois de formation.

Ces propositions ne feront pas l'unanimité. Elles incitent Richard Halperin, chef de la

section pour la formation des enseignants à l'UNESCO, à rappeler que les professeurs ne sont efficaces qu'à certaines conditions : il faut qu'ils soient bien formés et motivés, qu'ils bénéficient d'un environnement professionnel correct, d'un bon salaire et d'un plan de carrière intéressant. « Les instituteurs jouent un rôle clé pour améliorer la qualité de l'enseignement, c'est incontournable », dit-il. Et de défier les décideurs : « Aimeriez-vous que vos enfants deviennent instituteurs ? Si vous répondez 'non', pourquoi ? A quelles conditions seriez-vous fier et heureux que vos enfants embrassent une carrière dans l'enseignement ? » ●

L'impératif de la qualité

Le rapport 2005 sur l'EPT montre que trop d'enfants attendent encore un enseignement de qualité.

En 2005, la communauté internationale prêter une attention particulière à l'égalité entre garçons et filles dans le primaire et le secondaire, l'un des objectifs de l'ambitieux programme en faveur de l'éducation pour tous, adopté en 2000. Si les tendances actuelles se confirment, 60 % des 128 pays pour lesquels ont dispose de chiffres n'atteindront pas ce but. Les taux de scolarisation sont en hausse mais progressent trop lentement pour que tous les enfants reçoivent un enseignement d'ici 2015. Plus de 100 millions d'entre eux demeurent exclus de l'école, dont 57 % de filles.

Des résultats insuffisants

L'édition 2005 du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* montre aussi que des millions d'enfants scolarisés ne tirent pas grand profit de l'enseignement qu'ils reçoivent. Des tests faits en Afrique australe sont sans appel : moins de 20 % des élèves savent à peu près lire à leur sixième année de scolarité. Dans de nombreux pays à faibles revenus, plus d'un tiers des enfants savent à peine lire après quatre à six ans d'école. Dans un tiers des pays pour lesquels on dispose de chiffres, moins de 75 % des élèves vont jusqu'à la cinquième année. Ces données reflètent aussi bien la pauvreté des familles que la mauvaise qualité de l'enseignement.

La conclusion est claire : on n'atteindra pas les objectifs de l'EPT en se contentant de taux de scolarisation en augmentation. Le rapport, qui aborde les données disponibles sous l'angle de la qualité, pointe les mesures susceptibles d'améliorer l'apprentissage.

La qualité et le nombre

L'évaluation des acquis scolaires n'est qu'une façon parmi d'autres d'apprécier la qualité de l'éducation. Le montant du budget de l'éducation (inférieur au seuil recommandé de 6 % du PNB dans une majorité de pays), le nombre d'élèves par enseignant (trop élevé dans les pays les plus éloignés des objectifs de l'EPT), la durée de la scolarité et le niveau de qualification des enseignants comptent tout autant. Dans certaines régions du monde, le nombre d'années de scolarité,



© CRISPIN HUGHES / PANOS / EDITINGSERVER.COM
 Un enfant de l'école de Tintihigrene, au Mali, où un instituteur fait cours à 65 élèves.

facteur essentiel de réussite, n'a cessé de diminuer depuis 20 ans. Si les connaissances peuvent être mesurées, d'autres facettes aussi importantes de l'éducation échappent à toute quantification, telles que la contribution du système éducatif au développement affectif de l'enfant et à l'épanouissement de sa créativité.

La qualité de l'enseignement et le nombre d'enfants scolarisés sont complémentaires, et non pas incompatibles. Le rapport évoque l'exemple de pays qui ont progressé à pas de géant vers un enseignement de qualité, tels Cuba ou la Corée-du-Sud, où l'Etat a valorisé les professeurs et mené des politiques éducatives à long terme. D'autres, comme l'Afrique du Sud, le Brésil, le Bangladesh, le Chili, l'Egypte, le Sénégal ou le Sri Lanka, adoptent des démarches ambitieuses pour scolariser plus d'enfants et améliorer la qualité de l'éducation : meilleure formation des enseignants, allongement de la durée de la scolarité, mise en place d'une politique centralisée pour les manuels scolaires ou mesures de soutien aux écoles affichant de mauvais résultats.

Texte intégral du rapport 2005 à l'adresse Internet suivante : www.efareport.unesco.org.

La version papier (24 €) est disponible sur commande aux Editions UNESCO : www.upo.unesco.org.

Le résumé du rapport (gratuit), en anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe, est disponible sur commande à l'adresse suivante : efareport@unesco.org.

3 questions à Rasheda Choudhury

Directrice du réseau d'ONG Campaign for Popular Education (CAMPE) et secrétaire d'Education Watch, ONG bangladaise.

1 Au Bangladesh, seuls 65 % des élèves du primaire font plus de quatre ans de scolarité. Pourquoi tant de défections ?
 Nous avons des taux de scolarisation élevés mais la proportion d'écoliers qui terminent le cycle primaire reste faible. Notre système éducatif n'est pas accueillant : les apprentissages ne tiennent pas assez compte de l'enfant, les bâtiments sont rebutants, les élèves sont 60 par classe. Dans ces conditions, les instituteurs ne peuvent mettre en œuvre des méthodes d'apprentissage interactives et attractives pour les enfants.

2 Bien apprendre dépend de la qualité de l'enseignement. Le Bangladesh s'est-il donné les moyens de former des professeurs qualifiés ?
 Près de 40 % des élèves viennent de familles où ils sont les premiers à fréquenter l'école ; leurs parents sont illettrés et ne peuvent pas les aider. Or la plupart des instituteurs n'ont pas reçu de formation initiale et doivent se contenter d'une formation continue : ils n'ont pas les outils pour prendre en charge ces élèves.

Une dynamique forte

Le Groupe de haut niveau joue pleinement son rôle en conservant sa dynamique au mouvement de l'Éducation pour tous. Sa quatrième réunion, qui s'est tenue à Brasilia du 8 au 10 novembre 2004, a engendré une multitude de manifestations annexes, sur le travail des enfants, les partenariats public-privé, l'éducation des filles et l'Initiative accélérée de financement. Un « parlement des enseignants » a même été organisé. La présence du Président brésilien Lula da Silva et le lancement de l'édition 2005 du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* ont contribué à la visibilité de l'événement.

Le communiqué adopté à l'issue de la réunion définit trois points à traiter en urgence : l'éducation des filles, le problème des enseignants, les financements. Les participants ont proposé aux gouvernements des mesures comme la suppression des frais de scolarité qui pénalisent les enfants pauvres, ainsi que

l'amélioration des conditions de travail et du parcours professionnel des enseignants.

Il manque chaque année 5,6 milliards de dollars pour parvenir à scolariser tous les enfants dans le primaire d'ici 2015. Le Groupe a demandé aux pays donateurs et aux agences d'aide internationale d'augmenter leurs financements et de poursuivre leurs efforts pour alléger la dette de pays pauvres. « On sent chez les partenaires de l'EPT un sens renouvelé de leurs responsabilités. Ils veulent tenir les engagements communs, c'est réconfortant », se félicite Abhimanyu Singh, directeur de la division de la coordination internationale et du suivi de l'Éducation pour tous, à l'UNESCO. Le Groupe de haut niveau a également invité les organisations de l'ONU à rappeler les objectifs de l'EPT lors du sommet sur les suites données à la déclaration du Millénaire, en septembre 2005.

Contact : Abhimanyu Singh, UNESCO Paris
e-mail : abh.singh@unesco.org

Les universités en renfort

En formant les futurs enseignants et spécialistes de l'éducation, les universités apportent un concours vital à l'éducation pour tous. Concours qui pourrait être encore renforcé si les autres spécialités (santé, sciences et technologies, ingénierie, sciences sociales) contribuaient elles aussi à défendre le programme de l'EPT.

3 **L'édition 2005 du Rapport mondial de suivi sur l'EPT place le Bangladesh à la 107^e place (sur 127) pour la réalisation de l'éducation pour tous. Le Bangladesh peut-il progresser plus vite ?**

Nos enfants acquièrent lentement les compétences de base exigées dans le primaire. Nous devons nous attaquer à ce problème. Notre nouveau cadre d'action, ou Programme de développement de l'éducation primaire, préconise de consacrer les cinq prochaines années à améliorer la qualité de l'enseignement. Nous devrons aussi nous pencher sur l'équité, l'égalité entre les sexes, l'accueil réservé aux handicapés et aux pauvres. Et tout simplement nous soucier que nos enfants apprennent vraiment quelque chose.

Lors d'une réunion au siège de l'UNESCO, les 3 et 4 novembre 2004, les universités ont décidé de travailler plus étroitement à la mise en œuvre de l'Éducation pour tous. « Les universités sont autonomes et la difficulté pour elles consiste à préserver cette autonomie tout en participant pleinement au développement de l'éducation nationale », estime Winsome Gordon, chef de la section de l'UNESCO pour la coopération internationale dans l'enseignement supérieur.

Des résolutions concrètes ont été adoptées à l'issue de la réunion, telle que la décision de renforcer le programme UNITWIN/Chaires UNESCO dans plusieurs domaines, formation des enseignants, prévention du VIH/sida, alphabétisation et utilisation des TIC dans l'enseignement. Les universités ont aussi convenu d'adapter leurs programmes aux objectifs de l'EPT, de créer des centres de ressources pour l'enseignement à distance et d'établir un réseau UNITWIN pour les universités de petits États insulaires en développement. Une centaine de ministres de l'Éducation, recteurs d'université et représentants d'associations étaient présents à la réunion.

Contact : Winsome Gordon, UNESCO Paris
e-mail : w.gordon@unesco.org

Autour du monde

→ Au Soudan et au Yémen, formateurs et responsables administratifs de l'enseignement ont suivi une formation d'une semaine sur la notion d'égalité entre les sexes dans le système éducatif, organisée à Khartoum du 4 au 9 octobre par le bureau de l'UNESCO à Beyrouth.

→ Les coordonnateurs de l'EPT de 14 pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont organisé leur sixième réunion à Bangkok, du 19 au 22 octobre, où ils ont fait le point sur les progrès de l'Éducation pour tous.

→ Les populations rurales des pays pauvres vont accéder à une éducation de base grâce à un nouveau projet lancé à Rome, du 15 au 17 novembre, lors d'un atelier auquel ont participé plus de 100 organisations de la société civile, des fonctionnaires de l'agence italienne pour le développement et des experts de la FAO, de l'UNESCO et d'autres organisations internationales. Le projet sera financé par la Commission européenne, des ONG européennes, la FAO et l'UNESCO.

→ Des ministres de l'Éducation et de la Coopération, des organisations des Nations Unies et des représentants de la société civile se sont rencontrés au « parlement des enseignants », à la veille de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT, les 6 et 7 novembre derniers. Leur déclaration finale émet le vœu que tous les enfants reçoivent un enseignement dispensé par des maîtres qualifiés dans des écoles bien gérées.

→ Les représentants de 150 ONG et organisations de la société civile ont participé à la réunion annuelle de la Consultation collective des ONG sur l'Éducation pour tous. Elle était précédée par la réunion de la Consultation des pays arabes, et d'une rencontre consacrée au renforcement du dialogue entre la société civile et les gouvernements.

Aide à distance aux enfants kazakhs



© Bakhtiyar Ospanbayev/UNESCO Almaty

Etudier dans les campagnes kazakhs devient possible grâce à l'enseignement à distance.

Un nouveau projet de l'UNESCO mobilise les technologies de l'information et de la communication pour donner un enseignement aux enfants de certaines régions du Kazakhstan, dont la santé pâtit de hauts

niveaux de radioactivité et qui n'ont pas d'enseignants car ceux-ci refusent d'exercer dans des zones dangereuses. Selon une étude récente parrainée par l'UNESCO, les rares écoles manquent de tout et un seul professeur

y enseigne bien souvent toutes les disciplines à toutes les tranches d'âges, primaire et secondaire confondus.

La zone la plus dévastée entoure la ville de Semeï, l'ancienne Semipalatinsk, à l'est du pays. Dans cet énorme centre d'essais nucléaires, autrefois entouré du plus grand secret, l'armée soviétique a réalisé de 1959 à 1989 quelque 456 essais. Les particules radioactives portées par les vents ont contaminé un cinquième du pays, presque autant que la superficie de la France.

Le nouveau projet adaptera les logiciels gratuits disponibles en Europe, qui servent à la gestion de l'enseignement et à l'élaboration de cours. Il formera des enseignants à leur utilisation. Il renforcera les infrastructures de plusieurs sites pilotes. « Pour que le projet perdure, nous nous appuyons sur des experts kazakhs et nous pratiquons le transfert de compétences », précise Dana Ziyasheva, responsable de l'équipe.

Contact : Dana Ziyasheva, UNESCO Bangkok
e-mail : d.ziyasheva@unesco.org

Développement durable, le B A BA

Dans leur formation de base, les coiffeurs comme les garagistes devraient apprendre à se débarrasser des produits chimiques qu'ils utilisent sans polluer l'environnement ; les menuisiers devraient savoir planter des arbres. Voilà comment, concrètement, le développement durable peut entrer dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels, ou EFTP.

Ces questions ont été abordées lors d'une réunion internationale d'experts sur le thème de l'apprentissage au service de l'emploi, de la citoyenneté et du développement durable, organisée en octobre dernier à Bonn, en Allemagne. Convaincus que l'enseignement professionnel doit contribuer au développement durable, les participants ont débattu des défis que pose cette réorientation.

« Si l'éducation est essentielle à toute stratégie du développement, l'EFTP peut transformer le monde du travail et l'économie, réduire la pauvreté, sauver l'environnement et améliorer la qualité de vie », a souligné Lourdes Quisumbing,

ancienne ministre philippine de l'Éducation, des Sports et de la Culture.

Parmi les sept stratégies proposées à l'UNESCO figurent le suivi et l'élaboration de politiques nationales en matière d'EFTP, la création de matériel pédagogique et la recherche.

Contact : Rupert Maclean, UNESCO-UNEVOC
e-mail : r.maclean@unevoc.unesco.org

A la gloire de la diaspora africaine

La diaspora africaine à l'honneur, tel était le thème du forum international des jeunes sur la traite négrière transatlantique, qui s'est tenu en novembre dernier à Port of Spain (Trinité-et-Tobago). Cet événement a rassemblé quelque 120 élèves du secondaire, enseignants et coordonnateurs nationaux des Ecoles associées de 19 pays d'Afrique, d'Amérique, des Caraïbes et d'Europe. Tous participent activement au projet éducatif sur la traite négrière transatlantique, mis en œuvre par le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO.

Les participants ont réfléchi aux causes et aux conséquences de l'esclavage, ont rendu

hommage à la diaspora africaine et préparé une campagne internationale contre le racisme, qui se déroulera dans les établissements scolaires et sera lancée le 21 mars 2005.

Ce forum était organisé dans le cadre des manifestations de 2004 à l'occasion de l'Année internationale pour commémorer la lutte contre l'esclavage et son abolition.

Contact : Jean O'Sullivan, UNESCO Paris
e-mail : j.osullivan@unesco.org

Les diplômés fuient l'Afrique

Une nouvelle étude de l'UNESCO s'inquiète de la fuite des cerveaux dans les pays d'Afrique francophone. Le nombre de diplômés qui s'exilent ne cesse de croître. Ils s'expatrient pour faire des études, trouver un emploi ou échapper à la répression politique. Le phénomène frappe en dehors de l'université, parmi les infirmières ou les cadres techniques, par exemple.

Le rapport conclut à l'existence d'un « double paradoxe ». Les établissements d'enseignement supérieur des pays en développement dépensent leurs maigres

ressources à former des gens qui partent ensuite travailler dans des pays développés ou qui, s'ils restent chez eux, se retrouvent au chômage. Car en effet, les acteurs du développement préfèrent recruter les experts coûteux des pays du Nord pour gérer les projets menés dans les pays du Sud ! 800 experts travaillent ainsi au Burkina Faso alors qu'un nombre supérieur de spécialistes burkinabés est au chômage.

L'étude propose plusieurs remèdes à cette hémorragie : création d'une base de données sur les diplômés africains restés chez eux ou ayant émigré, meilleure utilisation des compétences des Africains vivant à l'étranger, amélioration des mécanismes favorisant le retour des expatriés.

Contact : Liliana Simionescu, UNESCO Paris
e-mail : l.simionescu@unesco.org

Prévenir le sida par le dialogue

Des groupes de jeunes du Brésil et du Mozambique ont mis à profit leur proximité culturelle pour échanger des idées sur la prévention du VIH/sida. Des éducateurs des deux pays, réunis en ateliers, ont réfléchi aux façons d'utiliser la danse, le théâtre et la musique pour sensibiliser la population aux dangers de la pandémie.

« L'enseignement artistique associé à l'apprentissage auprès des pairs est un excellent outil pour modifier les comportements sexuels », estime Cristina Raposo, coordinatrice VIH/sida du bureau de l'UNESCO à Brasília. Cette approche est largement répandue au Brésil : « Notre expérience montre tout l'intérêt qu'il y a à associer les jeunes à la conception et à la mise en œuvre des actions de prévention du sida. »

Selon l'ONUSIDA, le Brésil connaît depuis 1997 une relative stabilisation de l'incidence du sida, alors que celle-ci continue de croître au Mozambique, la majorité des nouveaux cas se rencontrant parmi les moins de 29 ans.

Le programme d'échanges était organisé conjointement par l'UNESCO et USAID Brésil. Une affiche et une brochure, qui reprennent les messages clés élaborés à l'occasion de ces échanges, viennent d'être publiées par le bureau de l'UNESCO à Brasília.

Contact : Cristina Raposo, UNESCO Brasília
e-mail : tc.raposo@unesco.org.br

JANVIER

10-15

Troisième réunion intergouvernementale sur l'avant-projet de convention internationale contre le dopage dans le sport
Paris, France

Contact : Kevin Thompson, UNESCO Paris
e-mail : k.thompson@unesco.org

15-18

Réunion du groupe de travail de l'UNESCO pour la coordination de l'Education pour tous dans les pays de la mer Baltique
Saint-Petersbourg, Fédération de Russie

Contact : Alexander Sannikov, UNESCO Paris
e-mail : a.sannikov@unesco.org

FÉVRIER

7-10

Conférence sur l'Education pour tous en Afrique australe
Organisé par l'UNESCO, l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) et World Education • Johannesburg, Afrique du Sud

Contact : Grace Kaimila-Kanjo
e-mails : gracek@osafrika.org et efa@worlded.co.za

17-23

Exposition sur le braille et la langue des signes
Organisé par l'UNESCO, l'Union mondiale des aveugles et la Fédération mondiale des sourds • Paris, France

Contact : Martha Milanzi, UNESCO Paris
e-mail : m.milanzi@unesco.org

MARS

21

Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
Lancée par le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO dans le cadre de la campagne intitulée « Tous égaux dans la diversité : les écoles mobilisent les écoles contre le racisme, la discrimination et l'exclusion », destinée aux écoles participant au Projet éducatif sur la traite négrière transatlantique.

AVRIL

25-26

Troisième réunion du comité scientifique régional pour l'Asie et le Pacifique • Organisé par le Forum de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance • Séoul, République de Corée

Contact : Min-Chul Shim, UNESCO Paris
e-mail : mc.shim@unesco.org

26-30

Semaine de l'Education pour tous
L'accent est mis cette année sur le rôle de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté et dans l'autonomisation des femmes.

Contact : Abhimanyu Singh, UNESCO Paris
e-mail : abh.singh@unesco.org

27-29

Séminaire régional de l'UNESCO sur les conséquences de la politique de l'Organisation mondiale du commerce sur l'enseignement supérieur en Asie et dans le Pacifique • Organisé par le Forum de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance, et la Commission coréenne pour l'UNESCO • Séoul, République de Corée

Contact : Min-Chul Shim, UNESCO Paris
e-mail : mc.shim@unesco.org

● **Teacher Education Resource Pack: Student Materials.**

Cette mallette documentaire a été préparée pour aider les écoles à gérer la diversité des élèves et à accueillir les enfants menacés par l'exclusion et l'échec scolaire. Elle comporte quatre modules : besoins spécifiques en classe ; définition des besoins spécifiques et réponses ; des écoles efficaces pour tous ; aide et soutien aux élèves. Prix : 14,80 €. Coll. The Teacher's Library. Disponible aux Editions UNESCO, www.upo.unesco.org



● **Increasing Teacher Effectiveness**, de Lorin W. Anderson. Cet ouvrage montre qu'au-delà du renouvellement du matériel pédagogique et des programmes, l'efficacité en matière d'enseignement repose avant tout sur les professeurs et leur savoir-faire pédagogique. Cette édition mise à jour passe en revue quantité d'études menées récemment dans des pays aux profils économiques et sociaux très divers. Prix : 12,20 euros. Fundamentals of Educational Planning n°79, IPE. Disponible aux Editions UNESCO, www.upo.unesco.org

● **Education for All through Voices of Children.** Cette brochure attrayante expose le point de vue de jeunes du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan sur l'éducation et sur les raisons qui empêchent certains enfants de fréquenter l'école. « Les obstacles sont nombreux, inutile de les rappeler, dit Kokshetau, 16 ans. Mettons-nous au travail et venons en aide à tous ces enfants. » Disponible auprès du bureau de l'UNESCO à Almaty, almaty@unesco.org

● **Basic Education Studies in Bangladesh**, sous la dir. de Kamrunnessa Begum et Salma Akhter. Plusieurs études au sommaire de cet ouvrage : l'accueil de la petite enfance, les adolescents déscolarisés, l'acquisition de compétences équivalentes dans l'éducation formelle et non formelle, le suivi et l'évaluation de l'éducation non formelle, un enseignement primaire de qualité, les perspectives d'emploi des élèves ayant interrompu leur scolarité, le statut des établissements publics et privés, une étude ethnolinguistique de l'arrière-pays de Chittagong. Disponible auprès du bureau de l'UNESCO à Dacca, dhaka@unesco.org

● **Education for All: Sharing Challenges, Multiplying Results.** Cette brochure mesure les progrès accomplis par l'Amérique latine et les Caraïbes pour chacun des six objectifs de l'Éducation pour tous, et présente le projet régional d'éducation de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PRELAC). Disponible en anglais, portugais et espagnol auprès du bureau de l'UNESCO à Santiago, santiago@unesco.org

● **EFA in South Asia: Analytical Study on Dakar Goals.** Cette série de six plaquettes passe en revue les actions menées en faveur des six objectifs de l'Éducation pour tous au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde, aux Maldives, au Népal, au Pakistan et au Sri Lanka. Disponible auprès du bureau de l'UNESCO à New Delhi, newdelhi@unesco.org

● **Synthesis of the South Asia National EFA Plans of Action.**

Ce document offre un compte-rendu critique et une analyse des plans nationaux d'action pour l'EPT au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde, aux Maldives, au Népal, au Pakistan et au Sri Lanka. Disponible auprès du bureau de l'UNESCO à New Delhi, newdelhi@unesco.org

● **Inter-sectoral Co-ordination in Early Childhood Policies and Programmes: A Synthesis of Experiences in Latin America.**

Ce document basé sur des études menées au Chili, en Colombie, au Costa Rica, à Cuba et au Mexique, examine différents mécanismes de coordination inter-sectorielle en matière de protection et d'éducation de la petite enfance, et les raisons de leur réussite. Disponible auprès du bureau de l'UNESCO à Santiago, santiago@unesco.org

● **ECD Policy Development and Implementation in Africa,**

d'Alan Pence. Cette monographie examine les différents processus impliqués dans le développement et la mise en œuvre des politiques de protection et d'éducation de la petite enfance en Afrique. Coll. Early Childhood and Family Policy, n°9-2004. Disponible auprès du service de documentation et d'information de l'UNESCO, sdi@unesco.org

● **L'enseignement supérieur dans une société mondialisée.** Cet exposé de 28 pages compte parmi les documents cadres de l'UNESCO consacrés aux grandes questions actuelles liées à l'éducation. Il explore les effets de la mondialisation sur l'enseignement supérieur. Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe, auprès du service de documentation et d'information de l'UNESCO, sdi@unesco.org



● **Interagency Consultative Group on Secondary Education Reform and Youth Affairs.**

Il s'agit du rapport final de la quatrième réunion du groupe consultatif inter-agences sur la réforme de l'enseignement secondaire et l'éducation des jeunes, qui s'est tenue du 30 juin au 2 juillet 2004. Disponible auprès du service de documentation et d'information de l'UNESCO, sdi@unesco.org

● **Perspectives n° 130, dossier sur le dialogue politique.** Ce numéro de la revue trimestrielle d'éducation comparée de l'UNESCO traite des consultations et des débats nationaux et internationaux qui mènent à l'élaboration des politiques éducatives. Disponible auprès du Bureau international d'éducation, www.ibe.unesco.org ou b.deluermoz@ibe.unesco.org

● **Making Books: A Practical Handbook for Writers of Teacher Support Materials**, d'Andrew Clegg. Elaboré dans le cadre de l'initiative UNESCO/DANIDA sur le matériel pédagogique de base, ce guide aborde toutes les étapes de la conception et de l'utilisation de supports pédagogiques destinés aux professeurs, en se penchant surtout sur la Namibie. Il fournit des suggestions utiles sur les contenus, les méthodes, la présentation et l'évaluation du matériel. Cet ouvrage s'adresse aux enseignants, aux concepteurs de programmes scolaires, aux auteurs et à quiconque s'intéresse à la production de matériel pédagogique. Disponible auprès du bureau de l'UNESCO à Windhoek, windhoek@unesco.org

L'éducation aujourd'hui est un bulletin d'information trimestriel consacré aux évolutions actuelles de l'enseignement, aux projets entrepris dans le monde en faveur de l'éducation pour tous et aux activités éducatives de l'UNESCO. Il est publié par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Les articles ne sont pas soumis à la législation sur le droit d'auteur et peuvent être librement reproduits, à condition de mentionner qu'ils proviennent de *L'éducation aujourd'hui*. Rédaction : Anne Müller et Teresa Murtagh • Ont collaboré à ce numéro : Cathy Nolan (p. 3), Peter Coles (pp. 4-7) • Assistante de rédaction : Martine Kayser • Version française : Françoise Arnaud-Demir et Corinne Hewlett. Conception graphique : Pilote Corporate. Maquette : Sylvaine Baeyens • Crédits photographiques (couverture) : Berthold Egner ; UNESCO/ASPnet/Karin Hunziker ; UNESCO/Brendan O'Malley ; UNESCO/Georges Malempré ; UNESCO/Spier-Donati.

